

Pas de crise humanitaire

checknews.liberation.fr/question/41111/venezuela-un-expert-de-lonu-a-t-il-conclu-qu'il-ny-avait-pas-de-crise-humanitaire-et-que-les-usa-menaient-une-guerre-economique-contre-le-pays

Bonjour,

Du 26 novembre au 4 décembre 2017, Alfred de Zayas, «expert indépendant pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable» nommé par le Haut Conseil des droits de l'homme de l'ONU, a visité le Venezuela. Ce poste existe depuis septembre 2011. L'historien et avocat Alfred de Zayas est le seul à l'avoir occupé.

Au total, son séjour sud-américain a duré deux semaines. Après le Venezuela, l'expert indépendant, qui n'est pas payé par l'ONU, lit-on sur le site du Haut Conseil des droits de l'homme, a visité l'Equateur.

Torts partagés

A son retour, Alfred de Zayas a pris la parole lors d'une conférence au Palais des Nations de Genève, le sigée de l'ONU:

Parmi les obstacles, qui empêchent les citoyens de profiter des droits de l'hommes, j'ai enquêté sur les mesures économiques hostiles adoptées par plusieurs Etats et affectant directement et indirectement le bon fonctionnement de l'Etat cible, ou diminuant son champ d'action.»

Parmi ces «obstacles», il cite la spéculation sur les changes par des organisations «*qui n'ont pas de légitimité démocratique*», les paradis fiscaux, le crime organisé et les sabotages, comparables selon lui à du «*terrorisme*», qui ont pu affecter les infrastructures publiques, notamment pendant les campagnes électorales. «*Alors que le gouvernement vénézuélien tend à imputer la responsabilité de ces problèmes aux sanctions [économiques] et à la chute du prix du pétrole, il est aussi important de comprendre les multiples erreurs des pouvoirs publics dans leur gestion de ces problèmes*», poursuit l'expert lors de sa prise de parole. Et de citer la surreprésentation des idéologues dans les administrations publiques par rapport aux technocrates, le poids de l'armée, le manque de données publiques crédibles concernant la nutrition, l'épidémiologie, l'inflation et le budget, «*qui complique les efforts d'aide humanitaire, et renforce les spéculations négatives sur l'état général du pays*».

Pronant plus de coopération entre le Venezuela, ses voisins, et les organisations internationales et régionales, Alfred de Zayas critique l'usage à répétition du terme de «*crise humanitaire*»:

Il y a une campagne médiatique préoccupante, pour forcer les observateurs à adopter des idées préconçues, selon lesquelles il y aurait une «crise humanitaire» au Venezuela. Nous devrions nous méfier de l'hyperbole et de l'exagération, en gardant à l'esprit que la «crise humanitaire» est un terme technique, qui pourrait être utilisé comme un prétexte pour une intervention militaire ou un changement de régime. [...] La situation au Venezuela n'atteint définitivement pas le seuil d'une crise humanitaire, même si il y a de la souffrance, causée par des causes internes et externes. N'importe quel observateur reconnaîtra qu'il y a des pénuries dans certains secteurs, de la malnutrition, de l'insécurité, de l'angoisse.»

Dans un communiqué publié le lendemain sur le site du Haut Conseil pour les droits de l'homme, le même de Zayas évoque, au Venezuela, des «problèmes endémiques» comme des «réalités extérieures» pour expliquer la situation du pays. Deux semaines plus tard, l'expert se félicite – toujours via un [communiqué officiel reproduit sur son site](#) - de la libération de plusieurs prisonniers politiques, pour lesquelles il avait milité, et appelle l'Etat vénézuélien à continuer dans cette direction.

Insultes et pressions

La visite de de Zayas au Venezuela a été abondamment critiquée. Il l'a dit en conférence de presse, et [ses échanges sur Twitter](#) en témoignent: des opposants du régime chaviste l'accusent de connivence avec le pouvoir de Nicolas Maduro. Il s'en défend, martelant qu'il est un expert indépendant, là pour faire des propositions, mais pas pour juger ou adresser des blâmes.

Lors de son séjour en Amérique du Sud, Alfred de Zayas était passé une première fois, début décembre, [sur le plateau de Telesur](#), la télévision panaméricaine vénézuélienne favorable à Nicolas Maduro. Plus récemment, à la mi-février, l'enquêteur a renouvelé l'exercice, [réalisant une interview à distance](#). Dans cette seconde prestation, Alfred de Zayas revient sur le contexte de son travail. S'il assure n'avoir reçu aucune pression de la part de l'ONU ou d'Etats, il précise que certaines ONG se sont rapprochées de lui «*parfois de manière discourtoise, voire avec des messages d'insulte*», pour lui indiquer la marche à suivre. L'expert ajoute:

A l'inverse, le gouvernement vénézuélien cherche à avoir l'appui des Nations unies. Il recherche une coopération avec l'ONU. Et franchement, ils m'ont ouvert toutes les portes, ils ont répondu à toutes mes questions. Sans essayer de me cacher quoi que ce soit. » « Les médias mainstream ne sont pas intéressés.»

Plus tard dans cette interview diffusée en février à la télévision vénézuélienne, Alfred de Zayas résume:

Le Venezuela souffre d'une guerre économique. Le Venezuela souffre d'un blocus financier. Le Venezuela souffre d'un haut niveau de contrebande. De là, le Venezuela a besoin de la solidarité internationale pour régler ces problèmes. Avant toute chose, il faut mettre un terme à la guerre économique, il faut lever les sanctions, parce que sont ces sanctions qui empirent la situation d'insuffisance d'approvisionnement dans le domaine médicale.

Sans dire lesquels, il évoque également «une série d'Etats qui [depuis 1999] veulent changer le régime de Chavez».

Enfin, Alfred de Zayas décrit de la manière qui suit la couverture médiatique de sa mission:

Les médias mainstream ne sont pas intéressés par la diffusion d'une image complète de la situation au Venezuela. Par exemple, là [sur Telesur, la télévision pro-Maduro], vous êtes en train de m'interroger. Je crois qu'en tant qu'ancien haut fonctionnaire de l'ONU [devenu aujourd'hui] expert indépendant, quand je me prononce sur quelque chose, qui n'est pas le Venezuela, en général, la BBC, le *New York Times*, couvrent le sujet et le traitent. Mais ce n'est pas le cas ici : CNN, BBC m'ont complètement ignoré, comme si ma visite au Venezuela n'avait jamais eu lieu. Qui veut m'interroger du coup? Telesur, [et les médias soutenus par l'Etat russe] RT, Sputnik...»

A *Libération*, nous reconnaissons que cette mission était passée sous les radars. L'Agence France-Presse, grande pourvoyeuse de dépêches, n'a, à notre connaissance, pas non plus écrit sur le sujet. CheckNews a envoyé une demande de vérification au bureau de Caracas de l'agence, pour l'heure restée sans réponse. La publication du rapport définitif, normalement en mars, suscitera très certainement un peu plus d'écho médiatiques.

En résumé et pour faire simple, quoique la question ne l'est pas, **oui un expert mandaté par l'ONU (mais pas un expert «de l'ONU») a bien estimé qu'il y avait une «guerre économique» menée contre le Venezuela**, même s'il n'a pas explicitement désigné les Etats-Unis comme responsables. Il a appelé par ailleurs à ce que des efforts soient faits par tous les parties prenantes au conflit, notamment du côté du gouvernement et de l'opposition.

Fabien Leboucq